

# Attentat en Égypte : communiqué commun des institutions protestantes françaises

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été tués et de nombreux autres blessés sur la route du monastère de Saint-Samuel, le vendredi 2 novembre, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur leur bus. L'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique (EI). Dans un communiqué commun, le Défap, l'Action Chrétienne en Orient, la Fédération protestante de France, l'Église protestante unie de France, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, dénoncent «le fanatisme et l'extrémisme meurtrier» à l'origine d'un tel acte, qui «nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte».



## *Le lieu de l'attaque, dans la province d'al-Minya (DR)*

« Nous voulons adresser toute notre compassion, notre solidarité et nos prières aux familles et aux chrétiens égyptiens touchés par le nouvel attentat qui a fait vendredi dernier sept victimes et de nombreux blessés au sein de la communauté copte.

*Pour aller plus loin :*

- [Égypte : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Téléchargez le texte de ce communiqué en pdf](#)

Le fanatisme et l'extrémisme meurtrier du soit disant État islamique ont encore une fois visé des chrétiens de la province d'al-Minya alors qu'ils se rendaient en pèlerinage au monastère d'Anba Samuel.

Cet acte horrible nous révolte et nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte. Ainsi nous nous réjouissons de la conférence pour la paix qui s'est tenue au Mont Sinaï les 18 et 19 octobre derniers et qui a réuni les différentes autorités civiles et religieuses du pays autour du thème *Ici nous prions ensemble*.

C'est dans cette lutte pour la tolérance et dans l'espérance de la victoire de la vie sur les forces de mort que nous encourageons nos frères et nos sœurs d'Égypte à garder courage et confiance. »

Le 7 novembre 2018

***M. François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France***

***Mme Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France***

***M. Christian Albecker, président de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine***

***M. Joël Dautheville, président du DEFAP, service protestant de Mission***

***M. Albert Huber, président de l'Action Chrétienne en Orient***



***Pour l'État islamique, toutes les croyances autres sont des cibles***

*Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations « : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.*

---

# **Nouvelle-Calédonie : «établir des ponts entre les communautés»**

Quel «destin commun» inventer après le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Le professeur Frédéric Rognon, membre du groupe informel Nouvelle-Calédonie qui se réunit ce mardi au Défap, a été invité par le Service radio de la Fédération Protestante de France pour évoquer la situation de l'archipel à l'approche d'un vote qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus, à travers la présence du Défap.



**Le 4 novembre 2018, la population de la Nouvelle-Calédonie est appelée à se prononcer par référendum sur l'indépendance et la pleine souveraineté du territoire. Un scrutin qui marquera l'aboutissement d'un processus d'une trentaine d'années. Entre 1988, l'année des «événements», et aujourd'hui, les accords de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak, créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie. Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un commun accord entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes, repoussée au plus tard à l'année 2018. Voilà**

pourquoi, le 4 novembre prochain, les votants seront invités à répondre à la question suivante : «Voulez vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?»

Or depuis 1988, la société néo-calédonienne s'est transformée. Elle est devenue de plus en plus multiculturelle. Dans des lieux comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se sont habitués à vivre côte à côte – sinon ensemble. Mais l'approche de ce référendum d'autodétermination longtemps annoncé menace de raviver les tensions. Alors même que, quel qu'en soit le résultat, les 260.000 Calédoniens, dont 110.000 Kanak, devront réussir après le vote à construire ensemble l'avenir de l'archipel...

## Craintes de radicalisation

*Pour aller plus loin :*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2*

- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre protestants de France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années 80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment : «J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a été prévu dans l'accord de Nouméa...» Quelles

sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ?  
«On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon, «l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus recette, pourraient vouloir remettre en question tout le processus, le deuxième et le troisième référendum, le gel du corps électoral obtenu par les indépendantistes... Ce qui durcirait la situation et créerait de nouveaux clivages.»

## **La question du corps**

# électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

**Cette question du «gel du corps électoral», et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de l'île, est cruciale. La démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la**

métropole, qui s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de rééquilibrage en faveur des Kanak – un principe qui a désormais valeur constitutionnelle et qui a été inscrit dans l'accord de Nouméa. Selon les termes de l'accord, il s'agissait de poser «les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun».

Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie plusieurs corps électoraux, avec des listes électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections à dimension nationale (présidentielle, législatives, européennes...) ; les listes spéciales ont prévu une restriction du corps électoral dans l'optique, précisément, de l'organisation du référendum d'autodétermination, et le principe en a été étendu aux scrutins locaux. Cette question de la composition du corps électoral pour le référendum est longtemps restée

une pierre d'achoppement entre les forces politiques en présence.

## Accompagner et favoriser les occasions de dialogue



*Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kê Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo*

Que peuvent faire les protestants face à ces risques de tensions – volonté de revanche, radicalisation, voire remise en cause de tout le processus et notamment du gel du corps électoral ? Accompagner et favoriser les occasions de dialogue. Historiquement, les Églises de France

ont des liens privilégiés avec l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), elle-même très majoritairement Kanak et qui s'est longtemps déterminée nettement en faveur de l'indépendance, mais qui plaide aujourd'hui pour l'invention d'une citoyenneté calédonienne. En témoigne le mot de l'Église publié à l'occasion de son synode de l'été 2018 : l'EPKNC y invite «chaque responsable d'Église à vivre pleinement sa mission là où il est. Il invite également les différents acteurs de ce pays à œuvrer pour la paix, la fraternité et la solidarité. À travers la parole d'espérance d'Éphésiens 2 au verset 19, le Synode Général encourage chacun à devenir « citoyen de sa terre et concitoyen d'un pays nouveau ».

Comme le souligne Frédéric Rognon, la Nouvelle-Calédonie, «c'est un petit territoire, où presque tout le monde se connaît». Ce que peut faire l'Église, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre ; établir des ponts, des passerelles entre les communautés.» L'EPKNC a ainsi encouragé ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus d'autodétermination du peuple calédonien, à travers la présence et les

actions du Défap, dans un esprit de fraternité, manifestant ainsi leur soutien à cette quête «de paix, de fraternité et de solidarité».

---

# **Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa**

«Heureux ceux qui procurent la paix». Ce verset extrait de Matthieu 5, verset 9, qui accompagnait le thème de l'AG de Douala («Le chrétien et l'intolérance religieuse»), sert aussi d'introduction au message final qui a été adopté le lundi 22 octobre 2018, pour être adressé aux diverses Églises membres de la Communauté. Un verset qui «résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de paix dans le monde».



*La photo de famille de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa*

## **Message final de la 10ème Assemblée Générale de la Cevaa**

**Mesdames et Messieurs,  
Chères sœurs et chers frères en Christ,**

**Nous, délégué-es de la Cevaa, réuni-es en**

Assemblée Générale du 15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun, vous adressons nos fraternelles salutations en Christ. « Heureux ceux qui procurent la paix » (Matthieu 5,9) résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de la paix dans le monde ; la Cevaa étant une grande famille d'Églises qui prend en considération le fait que c'est ensemble que nous pouvons mieux répondre à l'appel de Jésus-Christ. L'Assemblée Générale composée de plus de 60 membres s'est focalisée lors de ses dixièmes assises sur la thématique *Le chrétien et l'intolérance religieuse*. Se mettre du côté de celles et ceux qui sont stigmatisés dans les sociétés européennes, faire face à des intolérances intra-chrétiennes et au radicalisme chrétien, renforcer la volonté de chercher une cohabitation pacifique avec les croyants d'autres traditions religieuses, visiter l'intolérance qui habite chaque délégué-e à sa façon, cela nous a préoccupé-es dans des discussions et regards croisés. Par le détour d'intervenants qualifiés pour insuffler des méthodes et des mécanismes

face à l'intolérance, par l'étude de textes bibliques ouvrant des espaces de partage et d'interrogations, par l'écoute mutuelle des situations complexes de plusieurs Églises, nous avons ouvert un chapitre de réflexion et d'action important.

Le Secrétaire Général, dans son rapport d'activité, a constaté que presque toutes les Églises membres de la Cevaa ont, durant les deux dernières années, eu un projet ou une visite dans le cadre de la Communauté. Trois aspects ont été soulignés avec un soin particulier :

- La Jeunesse, toujours en mouvement, a réussi à faire adopter une nouvelle stratégie Jeunesse qui cadre son activité et ouvre de nouvelles possibilités.
- Le Projet Solidarité Santé a présenté son rapport final après trois ans de travail pour renforcer dix hôpitaux d'Églises. Une délégation de l'Église évangélique vaudoise d'Italie, qui a financé le projet à travers sa

structure « Otto Per Mille » (OPM), a rejoint l'Assemblée pour souligner la qualité du travail effectué. La chargée de mission pour la Santé, la Dr. Mathilde Guidimti, a reçu le mandat de faire un rapport pour poursuivre sa mission. Une plaquette d'information est à disposition.

- L'Action Commune décidée au Sénégal en 2014 a été mise en œuvre dans nos Églises et à travers un certain nombre de séminaires régionaux. Alors qu'elle est arrivée au terme d'un intense travail autour du thème, les délégué-es ont décidé de la poursuivre encore deux ans.

*Pour aller plus loin :*

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

L'Assemblée a reçu avec joie l'adhésion complète de l'Église Protestante de la Réunion. Des boursiers continuent leurs études, une dizaine de personnes sont engagées dans la Communauté pour servir une autre Église en tant qu'envoyé-e. Des séminaires de formation biblique et d'animation (AEBA) ont été dispensés dans plusieurs régions fidèlement à l'appel de la Cevaa : la p/Parole au peuple. Ces formations dispensées aux femmes étaient aussi des occasions de rencontres au-delà des frontières d'Églises. Le secteur des projets a distribué un « Guide pratique pour l'élaboration des projets Cevaa » que les directions des Églises et les délégué-es ont reçu ; il devra être rendu disponible pour tout organisme propre aux Églises qui développera l'idée de soumettre un projet. Des copies supplémentaires sont à commander au secrétariat de la Cevaa. En outre, l'Assemblée a discuté et adopté une procédure clarifiant le processus d'élection au sein de la Communauté.

La Cevaa est aussi en lien avec différentes

instances et nous avons pu saluer des invités et écouter des messages de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), et des organisations missionnaires : DM échange et mission à Lausanne (Suisse), Défap à Paris (France), VEM à Wuppertal (Allemagne). Ils ont tous souligné la pertinence de notre thème concernant l'intolérance religieuse.

Les délégué-es ont dû traiter une thématique douloureuse : la diminution importante de certaines contributions financières. Il fallait donc et il faudra encore dans l'avenir, resserrer les secteurs d'activité et le soutien à des projets de la Communauté. En groupes régionaux et en groupes multi-régions, l'Assemblée Générale a trié dans les possibilités d'augmenter les recettes et de diminuer les dépenses. Mais à moyen terme, les Églises membres de la Cevaa devront augmenter substantiellement leur solidarité par des dons importants, et peut-être la Cevaa devra-t-elle chercher à soutenir certains projets et activités par des fonds extérieurs aux Églises. Le budget

**adopté pour 2019 est fortement déficitaire.**



*Travaux de groupes lors de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa*

**Mais nous avons aussi pris conscience que bientôt (en 2021) la Cevaa fêtera ses 50 ans. Une joie partagée par tou-te-s les délégué-es ; de nombreux projets sont proposés. Cela confirme le désir intense de rester en communion et en interaction. En groupe de travail et avec l'appui du Conseil Exécutif de la Cevaa, quelques projets seront choisis et réalisés. Les idées gravitent autour de trois axes : repenser la vision de la Cevaa, célébrer et fêter,**

trouver un moyen de créer quelque chose qui reste, tel un livre de prières ou des chants.

Pendant la traditionnelle rencontre des femmes, les hommes se sont aussi réunis. Cette inhabituelle réunion a permis de découvrir que de nombreuses Églises créent des liens entre les hommes à travers différentes structures, et certaines vont probablement s'en inspirer pour oser rassembler aussi les hommes entre eux.

Le culte d'ouverture mené avec entrain et joie par l'Union des Églises baptistes du Cameroun en collaboration avec l'Église évangélique luthérienne du Cameroun, a encouragé les délégué-es à vivre cette Assemblée Générale dans la joie du Seigneur. Accueillie par des chants et de nombreuses salutations, dont celle du Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, l'Assemblée Générale s'est déroulée dans un climat de confiance mutuelle et d'ouverture les uns envers les autres. Le culte de clôture célébré à

Béthel, dans le quartier d'Akwa, a porté dans la prière les défis à relever, et l'envoi pour continuer à vivre ensemble l'Évangile et l'Église en mission.

Nous confions à votre intercession différents sujets de prière qui ont été soulevés durant l'Assemblée :

- Les Églises qui sont menacées de divisions internes ;
- Les Églises afin qu'elles vivent l'appel du Christ à procurer la paix et non l'intolérance religieuse ;
- Pour les nombreux pays dans lesquels vivent et se développent les Églises membres de la Cevaa, et qui connaissent des contextes politiques inquiétants ou instables ;
- Pour les familles qui cherchent un équilibre entre cultures et Évangile, entre traditions et ouverture ;
- Pour la vie financière de la Communauté ;
- Pour les délégué-es qui étaient absentes pour des raisons de santé ou autres

événements.

Nous vous saluons très fraternellement et espérons continuer à tisser des liens entre les Églises membres de la Cevaa, afin de renforcer toujours plus le témoignage de la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ.

---

# **Cameroun : retour en images sur la dixième AG de la Cevaa**

Ce grand rendez-vous réunissant les délégués des 35 Églises membres de la Cevaa, dont font partie les Églises constitutives du Défap (EPUdF, UEPAL et

Unepref), s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018 à Douala, capitale économique du Cameroun. Avec notamment des réflexions sur la vie financière et sur les célébrations des cinquante ans de la Cevaa en 2021. L'ensemble de cette Assemblée Générale était placé sous le thème «Le chrétien et l'intolérance religieuse», qui a donné lieu à divers ateliers, séances d'animation et tables rondes. Résumé en images.

---

# **Cameroun : la mosaïque des protestantismes**

**Survol de la vie des Églises protestantes au Cameroun, où s'est tenue en ce mois d'octobre 2018 la dixième Assemblée Générale de la Cevaa : présent depuis le XIXème siècle, le protestantisme a laissé son empreinte dans l'histoire du pays. Les protestants ont fondé les premiers hôpitaux, les premières écoles, la première université... Mais dans un pays à la diversité fourmillante, ils sont eux-mêmes partagés en de multiples Églises, que tente de fédérer le**

**Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun. Le protestantisme camerounais est aussi confronté aux difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la présidentielle du 7 octobre : notamment les affrontements dans les régions anglophones, et la poursuite des violences dues à Boko Haram.**



***Culte d'accueil de la dixième AG de la Cevaa à Douala, octobre 2018***

**© Cevaa**

**Le Cameroun est un pays qui**

**pourrait être un continent. Plus de 200 ethnies et autant de langues, réparties dans des milieux naturels très contrastés : c'est une «Afrique en miniature», comme on l'entend parfois dans la bouche de Camerounais. Dans ce paysage fourmillant, le protestantisme s'est implanté de longue date, apportant l'Évangile dès le XIXème siècle, avec tout d'abord les baptistes, incarnés par le Jamaïcain Joseph Merrick et l'Anglais Alfred Saker. Ils ont été suivis par les presbytériens américains, puis par des arrivées successives de missionnaires d'Europe, dont ceux de la Société des Missions Évangéliques de Paris. Les protestants ont**

construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale, à Yaoundé. Sa faculté de théologie, où se retrouvent de futurs pasteurs, mais aussi des étudiants catholiques ou musulmans, accueille aujourd'hui dans une perspective interdénominationnelle des étudiants venant de différents pays des sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest, et bénéficie du soutien de la Cevaa. C'est dans une école protestante qu'a été composé l'hymne national camerounais ; et il n'est pas rare de voir en pleine ville des panneaux publicitaires affichant des

**versets bibliques pour le compte de telle ou telle Église.**

*Pour aller plus loin :*

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

**Mais le protestantisme n'est plus majoritaire au Cameroun. Selon des estimations officielles, il représente aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%. Il porte l'héritage des missionnaires successifs qui ont fondé autant d'Églises dans les diverses régions du pays : à l'ouest les baptistes, au nord les luthériens,**

au sud la mission américaine... Une géographie dont l'évolution se poursuit avec la croissance plus récente d'Églises pentecôtistes qui font concurrence aux Églises dites «historiques». À ces lignes de partage s'en ajoutent d'autres, parfois internes aux Églises, en fonction des ethnies, créant de sensibles jeux d'équilibre, voire des conflits, dans la gestion des diverses instances ecclésiales. Une situation qui n'est pas propre aux Églises, dans un pays où structures étatiques et structures traditionnelles se superposent sans s'opposer, où l'on peut retrouver des héritiers des dynasties royales, des lamibé ou des sultans, en poste dans des

ministères à Yaoundé. À cela s'ajoute encore le poids de l'histoire : la division entre Cameroun francophone et Cameroun anglophone, héritage des colonies allemandes passées sous mandat français et britannique à l'issue de la Première Guerre Mondiale... Fédérer les protestants camerounais peut donc sembler une entreprise hasardeuse ; c'est néanmoins le projet du Cepca, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun, avec lequel le Défap et la Cevaa entretiennent des liens réguliers. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun (Femec), il rassemble aujourd'hui onze Églises luthériennes,

réformées, baptistes et anglicanes  
du pays.

# Les Églises face aux défis du Cameroun



*Bible dans le temple Nazareth Deïdo, de l'Union des Églises  
baptistes du Cameroun (UEBC), Douala © Cevaa*

Outre la complexité de ce paysage ecclésial, le protestantisme camerounais est lui aussi confronté aux difficultés que connaît le pays, et qui ont pesé sur la récente élection présidentielle. Des rendez-vous électoraux traditionnellement tendus ; celui du 7 octobre, auquel se présentait une nouvelle fois Paul Biya, 85 ans dont presque 36 ans à la tête de l'État camerounais, s'est tenu dans un contexte de violences au cœur des régions anglophones et de persistance des déprédations attribuées à Boko Haram. On estime ainsi à 200.000 le nombre de personnes ayant fui les régions anglophones, craignant à

**l'approche du scrutin une multiplication des affrontements entre militaires et séparatistes. Un conflit qui trouve ses origines tout autant dans l'histoire du pays – divisé par le Traité de Versailles, réunifié durant les années 70-80 dans des circonstances vécues par les non-francophones comme une annexion – que dans ses problèmes de gouvernance et de représentation des anglophones dans l'appareil d'État. Si, dans les régions concernées, les séparatistes bénéficient d'un réel soutien, auquel s'ajoute l'aide de communautés camerounaises aux États-Unis ou au Royaume-Uni, ils sont eux-mêmes divisés, et les**

violences sont propices au banditisme qui fleurit sur fond de revendications politiques. Un lourd défi pour les Églises et le Cepca, qui tente de garder les liens et dont les instances reflètent un délicat équilibre : son nouveau président, Samuel Forba Fonki, élu fin mai, est issu d'une Église anglophone, la Presbyterian Church in Cameroon ; les deux vice-présidents sont issus de l'Église presbytérienne camerounaise et de l'Union des Églises évangéliques au Cameroun, le secrétaire général de l'Union des Églises baptistes du Cameroun...

Pendant ce temps, au nord, le groupe Boko Haram, mouvement

**insurrectionnel mêlant islam rigoriste et magie traditionnelle, continue ses embuscades en profitant de la porosité des frontières sur les pourtours du lac Tchad. Depuis 2014, il serait responsable de plus de 2000 morts dans l'Extrême-nord du pays, à quoi il faut ajouter les enlèvements, destructions matérielles, vols de bétail : sur la période 2012-2016, le ministère camerounais de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) chiffre le préjudice pour l'économie du pays à 90 milliards de francs CFA, soit près de 137 millions d'euros. Une violence, et des déplacements réguliers de population, face**

auxquels les Églises se retrouvent là aussi en première ligne : dans l'Extrême-nord, c'est particulièrement le cas de l'Église fraternelle luthérienne du Cameroun, dont est issu Robert Goyek, prédécesseur de Samuel Forba Fonki à la présidence du Cepca...

Et à ces deux crises s'en est ajoutée, juste après le scrutin, une troisième : la crise post-électorale qui a débuté lorsque, moins de 24 heures après la fermeture des bureaux de vote, et contre toute attente, l'un des huit candidats affrontant Paul Biya lors de la présidentielle a revendiqué la victoire. Il

s'agissait de Maurice Kamto, ancien ministre et seul parmi les challengers du président sortant à avoir su obtenir le soutien d'un autre candidat, le juriste Akere Muna. Finalement, après une série d'audiences devant le Conseil constitutionnel retransmises par les principaux médias camerounais, afin d'étudier les recours post-électorales, Paul Biya a sans surprise été proclamé vainqueur par des institutions toutes acquises à sa cause. «L'élection a été libre, équitable et crédible en dépit des défis liés à la sécurité dans les régions anglophones», a insisté le président du Conseil constitutionnel. Les scores

officiels semblaient sans appel : 71,28 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du pays, 92,91% dans le Sud, 89,21% dans l'Extrême-Nord, 81,62% dans le Nord... Divers candidats de l'opposition, outre Maurice Kamto, ont néanmoins dénoncé des fraudes électorales. Au niveau des Églises, ce sont les évêques camerounais, par la voix du président de la Conférence épiscopale, Monseigneur Samuel Kleda, qui ont émis des doutes sur la fiabilité de tels résultats. Les manifestations ont été interdites et des forces de police déployées pour dissuader toute tentative de protestation dans la rue.

### ***Le Cepca, partenaire du Défap au Cameroun***

*Le Conseil des Églises protestantes du Cameroun regroupe l'ensemble des onze Églises issues de la Réforme dans ce pays, et s'est ouvert récemment à six Églises associées de tendance plus évangélique/pentecôtiste. Le Cepca représente environ 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes, 1580 écoles, collèges, lycées et instituts de formation, environ 300 hôpitaux et centres de santé, une quinzaine d'institutions universitaires. La formation des aumôniers fait actuellement partie de ses grands chantiers, qu'il mène en lien avec le Défap. Autre projet en cours réunissant Défap et Cepca : la mise en place d'un soutien à l'enseignement confessionnel dans le nord du pays.*

---

# **Aperçus de l'Assemblée**

# **Générale de la Cevaa au Cameroun**

**Début de la dixième Assemblée Générale et information des délégués sur le déroulement des groupes de maison et des ateliers, culte d'ouverture à Nazareth Deïdo (UEBC) : retrouvez en images... et en musique, les principaux moments de la première journée de l'AG de la Cevaa à Douala, le lundi 15 octobre 2018.**

**Et pour conclure, un extrait  
musical de la matinée du 15  
octobre :**

---

**Solidarité  
avec Haïti  
après le**

# **séisme du 6 octobre**

**Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération**

**des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.**



***Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH***

**La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur**

haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux

ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

## La «peur du béton»

*Pour aller plus loin :*

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme

**Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Criston Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les**

plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme

**français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.**



*Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH*

**Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à**

**Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psychosocial dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui**

quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À

**ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»**

**Une réunion  
d'urgence du  
comité Solidarité  
protestante**



*L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH*

**Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à**

**pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth,**

**directeur d'ADRA-Haïti.**

**Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.**

## **Le Défap et la Plateforme Haïti**

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
  - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
  - [ADRA-France](#)
  - l'[Église du Nazaréen](#)
    - [Réforme](#)

---

**Rencontres  
avec l'Église  
Protestante  
Africaine :  
«la mission se  
construit à**

# **trois»**

**Si l'Église Protestante Africaine ne fait pas partie des partenaires historiques du Défap, des rapprochements ont lieu depuis quelques mois. Ils ont été initiés à travers la composante française de l'EPA, qui, en nouant des liens avec les Églises de France, a permis d'entrer en relation avec l'Église mère au Cameroun. Souvent**

**aujourd'hui, la mission implique ainsi un triptyque : une Église issue de l'immigration, son «Église mère», et les Églises de France.**



***Exemple d'action de l'EPA :  
un groupe de pygmées  
musiciens © Défap***

**L'EPA (Église Protestante Africaine) est une Église presbytérienne (réformée) camerounaise qui a pour spécificité de faire ses cultes en langues locales. C'est une composante forte de son histoire : issue, à l'origine, des travaux de la mission presbytérienne américaine, elle a commencé à s'organiser comme une Église autonome en 1934 précisément par souci de la défense de la langue kwasio, un dialecte employé**

**principalement en Guinée  
équatoriale, mais également  
au Cameroun dans la région  
du Sud. Initialement  
concentrée dans la région  
de Lolodorf, l'Église s'est  
étendue depuis à d'autres  
régions du pays.**

**L'EPA n'est pas un  
partenaire historique du  
Défap. Pourtant, ses  
orientations théologiques  
auraient pu nous  
rapprocher, mais les aléas  
de l'histoire en ont décidé**

**autrement et l'avaient  
conduite à développer des  
liens plutôt avec le  
Département Missionnaire  
Suisse : DM-échange et  
mission, l'équivalent du  
Défap pour les Églises  
protestantes de Suisse  
francophone.**

**Être ensemble  
missionnaires**

# ici et là bas



*Un temple de l'Église Protestante Africaine © Défap*

**Mais, depuis quelques mois, de nouvelles relations naissent et se développent. Elles sont le fruit de rencontres entre des**

**paroisses de l'Epudf (Église protestante unie de France), de l'Uepal (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), les communautés de l'EPA en France et le Défap. C'est parce que la composante française de l'EPA est en train de se rapprocher des Églises de France que nous sommes entrés en relation avec l'Église mère au Cameroun de manière à mieux la connaître et la comprendre. Nous pourrions**

**ainsi mieux accueillir ces frères et sœurs camerounais et être ensemble missionnaires ici et là bas !**

**Comme souvent aujourd'hui, la mission se construit à trois : une Église issue de l'immigration, l'Église «mère» et nos Églises de France. C'est dans cet esprit que le Secrétaire Général de l'EPA, le pasteur Massaga, est venu en France visiter leurs**

**communautés et rencontrer le président de la Fédération protestante de France (FPF), le pasteur François Clavairolly, ainsi que le Défap. Ces diverses rencontres qui ont eu lieu début octobre permettent d'envisager de beaux rapprochements dans un avenir proche.**

# **Bientôt l'AG de la Cevaa au Cameroun**

**La Cevaa, ou Communauté  
d'Églises en Mission, se  
réunit en Assemblée  
Générale à Douala du 15  
au 23 octobre 2018.**

---

**Seront présents les délégués des 35 Églises membres de cette communauté présente dans 24 pays – dont les délégués de l'EPUdF, de l'UEPAL et de l'Unepref. Le Défap sera représenté par son secrétaire général. Une réunion placée cette année sous une thématique très actuelle : «Le chrétien et l'intolérance**

**religieuse».**

Cevaa - Communauté d'Églises en Mission

**10<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun

*Le chrétien  
et l'intolérance religieuse*

**Un «arbre des religions», dont le tronc clair se divise en quelques branches maîtresses, les trois premières étant dédiées aux trois grandes religions monothéistes**

**(juive, chrétienne et  
musulmane) ; au milieu  
des feuillages de  
couleurs différentes,  
les noms de divers  
courants de chaque  
religion... L'affiche de  
la dixième Assemblée  
Générale de la Cevaa  
donne une image  
résolument large et  
optimiste du fait  
religieux, à une époque  
qui voit progresser**

**simultanément la  
sécularisation et les  
mouvements rigoristes,  
voire violents. Il ne  
s'agit pas d'ignorer ces  
montées de tensions,  
bien au contraire ; le  
thème choisi pour cette  
Assemblée Générale en  
témoigne à travers ce  
titre : «Le chrétien et  
l'intolérance  
religieuse». Mais le  
verset qui l'accompagne,**

**et tiré du chapitre 5 de l'évangile de Matthieu, vient fournir un autre éclairage : «Heureux ceux qui procurent la paix». Malgré des montées de tensions bien réelles, les religions, branches d'un même arbre, peuvent être sources de paix, si elles savent dialoguer...**



*Travaux de groupe à l'AG de Saly, au Sénégal, en octobre 2014 © Cevaa*

**C'est une pratique bien établie au sein de la Cevaa que chaque Assemblée Générale soit ainsi placée sous un thème spécifique, qui orientera les travaux, les méditations. Celle**

qui se va se tenir à Douala, au Cameroun, du 15 au 23 octobre 2018, s'inscrit dans cette tradition. Une pratique qui est aussi révélatrice de ce qu'est la Communauté d'Églises en mission, à laquelle appartiennent les trois unions d'Églises dont le Défap est le service missionnaire, et de ce que représentent ces

**Assemblées Générales. Il y a l'aspect formel, bien sûr, et des décisions à prendre ; et il y a tout ce qui concerne la vie de la communauté. Ces préoccupations et ces problématiques communes qui relient entre elles 35 Églises réparties dans 24 pays, de l'Amérique latine au Pacifique, de l'Afrique**

à l'Europe. «Nous appartenons à un monde de contrastes et d'inégalités, capable du meilleur et du pire, en quête d'une unité toujours à trouver dans la diversité des langues, des cultures et des convictions humaines», rappelle la charte de la Cevaa. «L'Évangile de Jésus-Christ est pour nous la

**source de vie qui nous permet d'aimer, de partager, de construire et de résister dans ce monde.».** Avec un triple mot d'ordre, qui guide cette communauté créée en 1971, et issue comme le Défap de la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris : **«Partager, agir, témoigner».**

# Ce qui se décide, et ce qui se partage

*Pour aller plus loin :*

- [Message final de la neuvième AG de la Cevaa \(octobre 2016, Sète\)](#)
- [Message final de la huitième AG de la Cevaa \(octobre 2014, Saly\)](#)
- [Communiqué de la septième AG de la Cevaa \(octobre 2012, Torre Pellice\)](#)
- [Communiqué de la sixième AG de la Cevaa \(octobre 2010, Libreville\)](#)
- [Retour sur la première AG de la Cevaa \(octobre 2000, Sète\)](#)

Une AG de la Cevaa,  
c'est donc plutôt une

**réunion de famille  
qu'une réunion de l'Onu.  
Ces Assemblées Générales  
se tiennent tous les  
deux ans, accueillies  
alternativement par une  
Église d'Europe et par  
une Église d'un pays du  
Sud : la dernière en  
date, en 2016, avait eu  
lieu dans le sud de la  
France, à Sète. S'y  
retrouvent, pendant une  
dizaine de jours, tous**

**Les délégués  
représentant les Églises  
membres, qui sont nommés  
pour quatre ans.  
Ensemble, ils ont pour  
tâche d'évaluer les  
besoins de la  
Communauté, d'élaborer  
une stratégie, de  
prendre les décisions  
définissant la politique  
à mettre en œuvre, de  
voter le budget. Outre  
les délégués de l'EPUdF,**

**de l'UEPAL et de l'Unepref, le Défap sera représenté lors de ces travaux par son secrétaire général.**

**À Douala, il sera notamment question de finances, une thématique sur laquelle la réflexion avait été lancée dès l'AG de Torre Pellice en 2012, et qui est régulièrement parmi**

**les sujets centraux des  
Assemblées Générales  
depuis lors. Il s'agira  
aussi de faire des  
bilans sur les activités  
entreprises ces  
dernières années.**

**À l'heure des  
évaluations**



*Photo prise lors des célébrations des  
40 ans de la Cevaa © Albert Huber*

**Ce sera le cas pour  
l'Action Commune  
«Familles, Évangile et  
cultures dans un monde  
en mutation» qui avait  
été lancée à la suite de  
l'AG de Saly, au  
Sénégal, en 2014. L'AG de  
Douala permettra aussi**

**de faire le bilan du  
Projet Solidarité-Santé,  
lancé en 2015 pour trois  
ans, avec le soutien  
financier des Églises  
vaudoises d'Italie : un  
projet visant à mettre  
en réseau une dizaine  
d'hôpitaux gérés par des  
Églises dans huit pays  
(Cameroun, Côte  
d'Ivoire, Togo, Ghana,  
Bénin, Zambie, Lesotho,  
Rwanda). Cette Assemblée**

**Générale d'octobre 2018  
verra encore la  
présentation de la  
nouvelle Stratégie  
Jeunesse 2018-2022,  
ainsi qu'une réflexion  
sur les 50 ans de la  
Cevaa, sur la base des  
propositions faites par  
un groupe formé par le  
Conseil dans la  
perspective de  
l'échéance de 2021.**

**Mais de telles réunions sont aussi l'occasion de rencontrer l'Église d'accueil. À Douala, ces rencontres auront lieu non pas avec une, mais avec trois Églises : l'EEC, l'EELC et l'UEBC, les trois Églises camerounaises membres de la Cevaa. Les délégués participeront à des cultes organisés dans diverses paroisses**

**locales. Et une AG de la  
Cevaa, c'est aussi,  
entre deux sessions, ces  
rencontres informelles  
entre représentants  
d'Églises de divers  
continents. Ou encore  
ces temps de méditation  
matinale par petits  
groupes...**

Cevaa - Communauté d'Églises en Mission

# 10<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

15 au 23 octobre 2018 à Douala, Cameroun

## Le chrétien et l'intolérance religieuse



« Heureux ceux qui  
procurent la paix »

Matthieu, 5:9a

CS 49530 - 13 rue Louis Perrier - 34 961 MONTPELLIER Cedex 2 FRANCE  
Tél. : +33 - (0)4 67 06 51 77 - Mail : [secretariat@cevaa.org](mailto:secretariat@cevaa.org) - Site : [www.cevaa.org](http://www.cevaa.org)



---

**«Servir par  
les livres»  
:  
session  
intensive**

# **d'été pour la CLCF**

**«Servir par les  
livres» est le slogan  
de la Centrale de  
Littérature  
Chrétienne  
Francophone, dont le  
Défap est un des  
membres fondateurs,**

**créée pour venir en  
appui aux  
bibliothèques des  
instituts  
théologiques en  
Afrique francophone,  
dans les Caraïbes et  
l'Océan indien. Elle  
organise de début  
août à fin septembre  
une formation  
accélérée en  
bibliothéconomie au**

**Cameroun. Cette session intensive fait partie des programmes de formation que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, en parallèle de ses activités visant à enrichir les fonds**

# documentaires des bibliothèques.



© **CLCF**

**La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF) propose, du 6 août au 28 septembre 2018, une formation intensive**

**destinée aux personnels  
travaillant dans les  
bibliothèques de  
formation de pasteurs en  
Afrique francophone. Les  
cours se dérouleront,  
pour la plupart, sur le  
site de l'Université  
Protestante d'Afrique  
Centrale à Yaoundé  
(UPAC, Djoungolo).**

**Sont directement  
concerné(e)s les**

**employé(e)s des  
bibliothèques de  
formation de pasteurs en  
quête de meilleures  
connaissances dans le  
cadre de leur travail,  
ayant dû interrompre une  
formation en  
bibliothéconomie ou  
ayant besoin d'un  
«recyclage» après une  
première formation  
ancienne. Et sont  
prioritaires pour cette**

**formation Les  
employé(e)s d'Instituts  
entretenant un  
partenariat de longue  
date avec la CLCF ou  
avec les organismes  
missionnaires qui sont  
en lien direct avec  
elle, à savoir le Défap,  
DM-échange et mission ou  
la Cevaa.**

**Cette session intensive  
de deux mois fait partie**

**des programmes de formation d'auxiliaires de bibliothèque en Afrique que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, notamment au Cameroun (de 2001 à 2012), à Madagascar (depuis 2006) et plus récemment au Bénin.**

# Équiper les bibliothèques des instituts théologiques

*Pour aller plus loin :*

- [« Servir par les livres » : un slogan, celui de la CLCF, et un site internet](#)
- [Formation d'été à l'UPAC : le flyer](#)
- [Formation d'été à l'UPAC : la fiche d'inscription](#)
- [La page Facebook de la CLCF](#)

**La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale**

**et représente un service  
d'entraide à l'intention  
d'environ 170  
institutions de  
formation théologique.  
Elle soutient aussi  
directement les  
étudiants en théologie.  
Le champ d'action de la  
CLCF est large : il  
couvre en effet l'Océan  
Indien (Madagascar,  
Réunion, Maurice), toute  
l'Afrique centrale et**

**l'Afrique de l'Ouest, le  
Pacifique (Polynésie  
française, Nouvelle  
Calédonie, Fidji) et les  
Caraïbes, avec en  
particulier Haïti. Dans  
ce dernier pays, c'est  
via le Défap et la  
Plateforme Haïti, créée  
par la Fédération  
Protestante de France en  
2008, qu'elle œuvre sur  
le terrain. On la  
retrouve aussi, à un**

**moindre degré, dans  
d'autres pays pas  
toujours considérés  
comme francophones, mais  
où l'on lit et l'on  
parle du français, comme  
le Liban.**

**Un premier service de la  
CLCF a été mis en place  
dès 1983 à l'initiative  
des différents services  
missionnaires d'Églises  
protestantes de France**

**(Le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer**

**revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de**

**Genève.**

**Une  
diversificati  
on des  
activités :  
centrale  
d'achat et**

# **sessions de formation**



© **CLCF**

**Aujourd'hui présidée,  
depuis l'automne 2015,  
par la pasteure Claire-  
Lise Oltz-Meyer**

**(anciennement en poste à Madagascar), et coordonnée par Joan Charras Sancho, docteur en théologie protestante et dynamique secrétaire générale de l'association, la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation**

**en bibliothéconomie. C'est ce service qui organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque, une équipe dont la doyenne est Berthe Raminosoa et la coordinatrice Nivoniaina**

**Raharijaona. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. La FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, est coordonnée par Philibert Moudio Dalle. Cette équipe ne**

**proposait jusqu'ici que  
des formations  
estivales, intensives.  
Elle s'étoffe à présent  
avec un réseau de  
mutualisation des  
informations (le Ridoc)  
et une tournée des  
bibliothèques. La plus  
récente, la Fabao, la  
Formation des  
Auxiliaires de  
Bibliothèque en Afrique  
de l'Ouest, est**

**coordonnée par Omer  
Dagan. Cette équipe  
propose une formation  
intensive d'auxiliaires  
de bibliothèque, ainsi  
que des visites des  
bibliothèques dans son  
champ géographique.**

---

**Centrafrique  
e : «À  
Bouar, des  
déplacés  
musulmans  
reviennent»**

**En dépit de la présence des groupes armés et d'une paix toujours fragile, les Églises de RCA travaillent à la réconciliation et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile. C'est le cas non seulement à Bangui, où le Défap**

soutient les efforts  
de l'Église  
Protestante Christ-  
Roi de Centrafrique,  
mais aussi dans  
l'Ouest du pays, non  
loin des frontières  
du Tchad et du  
Cameroun, où il est  
en lien avec l'Église  
Évangélique  
Luthérienne de  
République

**centrafricaine. Deux  
représentantes de  
l'EELRCA, Rachel  
Zoungombe Doumbaye  
Wangarem et  
Antoinette Beanzoui  
Yindjara, ont été  
reçues au Défap en ce  
mois de juin. Elles  
témoignent.**



***Antoinette Beanzoui  
Yindjara (à gauche) et  
Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem (à  
droite) de l'EELRCA ©  
Défap***

***Difficile de parler de  
la République***

***centrafricaine sans se plonger dans la litanie des violences et des affrontements entre groupes armés : même Bangui, la capitale, pourtant considérée comme généralement calme, a connu des violences qui ont fait 24 morts et 170 blessés au début du mois de mai. Pourtant, dans ce pays qui peine à émerger de***

***la guerre, et dont le  
gouvernement  
démocratiquement élu ne  
parvient pas à faire  
régner l'ordre face aux  
factions rebelles  
rivales, des signes  
d'espoir existent. Les  
signes lents d'une  
reconstruction : des  
autorités qui mettent  
sur pied une commission  
Vérité, Justice,  
Réparation et***

***Réconciliation, des Forces Armées centrafricaines qui montent en puissance, aidées notamment par des formateurs de la Mission d'entraînement de l'Union européenne... Ces ferments de paix et d'unité sont entretenus notamment par les Églises, par des représentants religieux qui maintiennent le***

***dialogue entre communautés, et par des actions au quotidien pour préparer le retour de déplacés ou aider des victimes de violence. Reconstruire, tout simplement...***

***En ce mois de juin, le Défap a reçu la visite de deux représentantes de l'Église Évangélique Luthérienne de***

***République  
centrafricaine, qui  
compte près de 120.000  
membres dont 84  
pasteurs, et œuvre  
principalement dans  
l'Ouest du pays, région  
deshéritée et instable.  
Toutes deux étaient de  
passage en Europe pour  
rencontrer les  
partenaires de l'EELRCA  
en France (où cette  
Église bénéficie de***

***l'appui de l'UEPAL, via  
le Défap) et en  
Allemagne. Rachel  
Zoungombe Doumbaye  
Wangarem est vice-  
présidente de l'Église ;  
Antoinette Beanzoui  
Yindjara est pour sa  
part l'une des trois  
femmes pasteures  
ordonnées par l'EELRCA,  
et elle dirige l'école  
de théologie de Baboua,  
non loin de la frontière***

***camerounaise. Baboua est à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bouar, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré. Une ville où s'opposent les efforts de reconstruction et les influences des groupes armés qui ont mis la région en coupe réglée. C'est à Bouar que pourrait être***

***prochainement installé un centre de formation et d'entraînement des FACA, les Forces Armées centrafricaines, avec le soutien de la Mission d'entraînement de l'Union européenne ; mais Bouar est aussi au cœur du territoire où sévit le chef rebelle Sidiki Abass, qui à la tête du groupe armé 3R (pour «Retour,***

***réclamation,  
réhabilitation»),  
prétend défendre les  
intérêts des Peuls dans  
tout le secteur nord-  
ouest de la RCA, aux  
confins du Cameroun et  
du Tchad.***



***Une cellule d'écoute  
psychologique mise en  
place à Bangui par  
L'EPCRC © Défap-Cevaa***

***Quelle est aujourd'hui***

# *la situation dans la région de Bouar ?*

**Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem : La situation reste difficile. À Bouar même, ou le long des grands axes comme la route qui va vers la frontière et Garoua Boulaï, la population bénéficie d'une paix précaire. Mais dans les villages**

**environnants règne la plus grande insécurité.**

**Antoinette Beanzoui  
Yindjara : Certaines localités peuvent être occupées par des groupes armés qui rançonnent les commerces, voire les chefs de village, lesquels se retrouvent obligés de faire du porte-à-porte pour réunir l'argent**

**nécessaire afin de racheter leur propre vie. Même les éleveurs peuls, que certains groupes rebelles prétendent protéger, peuvent voir une partie de leur troupeau emportée par leurs «protecteurs». Pourtant, il y a des améliorations : une partie des anti-balaka de notre région ont été désarmés.**

**Certains suivent  
aujourd'hui des  
formations pour avoir un  
métier. Même si d'autres  
préfèrent la vie de  
petits voleurs en  
s'abritant derrière le  
paravent des anti-  
balaka...**

**Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem : Il  
faut dire que tous les  
groupes armés ont attiré**

**beaucoup de jeunes  
désœuvrés en les  
manipulant. L'enjeu  
aujourd'hui est de leur  
permettre d'avoir un  
vrai métier...**

**Antoinette Beanzoui  
Yindjara : Un autre  
signe encourageant :  
certains chefs rebelles  
demandent désormais à  
rencontrer les chefs de  
quartier, les autorités,**

**en affirmant qu'ils veulent en finir avec la violence, qu'ils sont pour la réconciliation. C'est le cas notamment de Sidiki Abass et de son groupe qui se dit défenseur des Peuls. C'est une initiative qui suscite évidemment de la méfiance ; et on voit bien qu'il place des gens à lui dans tous les villages. Mais c'est**

**tout de même un signal  
qui donne de l'espoir.**

***Que peut faire l'EELRCA  
dans un tel contexte ?***

**Antoinette Beanzoui  
Yindjara : Dans notre  
pays, toutes les Églises  
travaillent en ce moment  
pour la paix et la  
réconciliation. C'est  
aussi le cas des  
représentants de toutes  
les religions, qui se**

**retrouvent dans une  
plateforme  
interreligieuse. Notre  
Église en particulier a  
organisé, avec l'aide  
d'ONG internationales et  
de nos partenaires  
européens et américains,  
beaucoup de rencontres  
et d'actions de  
sensibilisation autour  
de l'accueil des  
déplacés.**

**Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem :**  
Quand un grand nombre de  
ces déplacés arrivent,  
on se retrouve souvent  
dépassé, ce qui crée des  
situations difficiles.  
Je le vois dans mon  
quartier : beaucoup sont  
venus s'installer,  
fuyant les troupes de  
Sidiki. Ils ne peuvent  
pas rentrer chez eux ;  
ils ne peuvent pas

**travailler ; ils souffrent, en attendant l'aide des ONG internationales.**

**Antoinette Beanzoui Yindjara : D'où l'enjeu de ces actions de sensibilisation : comment accueillir ces déplacés, comment les aider à s'installer ? Et au-delà, comment œuvrer à la réconciliation, et**

**comment nous donner les  
moyens de vivre ensemble  
une fois que cette crise  
sera passée ? Les  
pasteurs de notre Église  
ont été mis à  
contribution, lors de  
ces sessions  
d'information et de ces  
conférences, pour aider  
à préparer  
spirituellement et  
moralement la  
réconciliation.**

***Mais le retour des déplacés ne risque-t-il pas de créer de nouvelles tensions entre communautés, entre chrétiens et musulmans ?***

**Rachel Zoungombe  
Doumbaye Wangarem : Ce retour commence déjà : on voit certains des musulmans qui avaient fui revenir à Bouar et à Baboua.**

**Antoinette Beanzoui  
Yindjara : Les marchands  
musulmans ont repris  
leurs commerces à Bouar.  
Les Peuls aussi, chassés  
par les violences,  
reviennent : on commence  
à revoir les femmes des  
éleveurs peuls vendre du  
lait sur les marchés.  
J'ai reçu une invitation  
de la part du maire de  
la commune de Besson,  
près de Baboua, pour**

**participer à une  
rencontre sur la  
cohésion sociale lors de  
la fête du ramadan. Et  
au niveau de la  
plateforme  
interreligieuse de  
Baboua, dont je fais  
partie, nous avons eu  
une rencontre au cours  
de laquelle nos frères  
musulmans nous ont dit  
que beaucoup des  
réfugiés partis au**

**Cameroun sont prêts à rentrer. Car ils souffrent beaucoup là où ils sont actuellement... Leurs préoccupations, ce sont leurs maisons, qui ont été brûlées, et tous leurs biens qui ont été détruits. Les responsables musulmans de la plateforme ont donc demandé aux pasteurs et aux évêques s'il serait possible de**

**trouver de l'aide pour  
reconstruire ces  
maisons.**

**Rachel Zoungombe  
Doubaye Wangarem : Nous  
avons aussi organisé des  
rencontres pour  
favoriser la cohésion  
sociale entre femmes  
chrétiennes et  
musulmanes à Bouar,  
Gallo et Baboua. Il  
s'agissait de sessions**

**se déroulant sur  
plusieurs jours, qui  
faisaient appel à des  
pasteurs, des  
travailleurs  
humanitaires, avec une  
partie se déroulant sous  
la forme de conférences,  
et des discussions  
libres. Les  
participantes étaient  
nombreuses et très  
demandeuses d'autres  
ateliers du même type.**

**Antoinette Beanzoui**  
**Yindjara : Il y a déjà**  
**eu quatre de ces**  
**ateliers organisés avec**  
**l'aide de nos**  
**partenaires**  
**internationaux, un en**  
**2016, un en 2017 et deux**  
**en 2018. Je faisais**  
**partie des intervenantes**  
**lors du premier d'entre**  
**eux, il y a deux ans.**  
**C'était la première fois**  
**que les femmes**

**musulmanes avaient osé  
se montrer au grand  
jour. Un grand moment...**

***Propos recueillis par  
Franck Lefebvre-Billiez***

---

**Jeunesse  
dans  
l'Église :  
l'avenir se  
conjugue au  
présent**

**Le pasteur Jean-Luc  
Blanc, en charge du**

**service Relations et  
solidarité  
internationale (RSI) au  
Défap, s'est rendu au  
Rwanda du 12 au 20 août  
dans le cadre d'un  
séminaire Responsable de  
la jeunesse des Eglises  
de la Communauté  
organisé par la Cevaa,  
communauté d'Eglises en  
mission. De retour à  
Paris, nous en avons  
profité pour lui poser**

**quelques questions sur  
son séjour.**